

## Burundi : demande de renationalisation de la filière café

@rib News, 05/09/2012 â€“ Source Xinhua Un parti politique burundais demande que la filière café soit renationalisée, estimant que c'est « une nécessité urgente pour la sauvegarde du pays ». Le président du Parti des travailleurs et de la démocratie (PTD-Twungurunani), Paul Nkuzimana, a lancé cet appel mercredi lors d'une conférence publique destinée à sensibiliser les populations, les dirigeants, les leaders des partis politiques, la société civile, les syndicats des travailleurs et les caféiculteurs sur les maux de la privatisation de la filière café et sur sa renationalisation. Selon M. Nkuzimana, avant la privatisation de cette filière en 2004, le café procurait à l'Etat plus de 90% des recettes d'exploitation qui permettaient à ce dernier de fonctionner en toute quiétude. « Les données fournies par la Banque Centrale indiquent qu'en 2005, la valeur d'exportation du café avait chuté à 36,41% du total des exportations. Aujourd'hui, tout le monde constate qu'avec cette privatisation, le gouvernement est obligé de s'endetter, d'augmenter les impôts et taxes et de faire monter les prix au détriment de la population qui vit dans une misère inouïe », a ajouté P. Nkuzimana. Pour ce psychopédagogue qui a suivi de près la question de privatisation des entreprises publiques, il s'agit d'inverser le cours des événements « plutôt que de poursuivre cette politique de privatisation qui nous est imposée par les institutions financières internationales et qui génère des conditions sociales plus qu'intenable pour la population et la jeunesse déjà confrontées à la misère et à un chômage chronique ». Il a indiqué à ce titre que le processus de privatisation des 13 Sociétés de Gestion des Stations de Lavage du café (SOGESTALS), de la Société de Démarchage et de Conditionnement du café (SODECO) et de l'Office des Cultures Industrielles du Burundi (OCIBU) ont détruit 50% des emplois de ces entités. La privatisation de la filière a entraîné beaucoup de plaintes des paysans caféiculteurs, et poussé certains paysans, en colère, à détruire leurs champs de cafés pour se livrer aux cultures vivrières plus rentables.